

ATH

Route Pairi Daiza : le collège sceptique

Les mandataires approuvent la première phase mais demandent des études supplémentaires

L'enquête publique sur le tracé de la future route Pairi Daiza, qui a été menée conjointement à Ath et à Brugelette, s'est achevée le mois dernier. Un total de 565 observations/réclamations a été réceptionné dans la Cité des Géants, dont 39 soutenant le projet dans son ensemble. La commune approuve la première phase des travaux, mais reste sceptique quant aux suivantes. De nouvelles études d'incidences ont été demandées avant chaque nouvelle phase.

En début de semaine, les autorités communales se sont réunies afin d'exprimer leur avis propre. La majorité marque son accord pour la première phase du chantier, qui doit relier le parc à la route 523 en contournant Gages par l'ouest.

« Une fois ce premier tronçon construit, il sera toujours temps d'étudier l'évolution du comportement des gens », envisage le bourgmestre Bruno Lefèbvre. « On demandera toutefois une évaluation totale de la situation avant le début de la phase deux, sachant qu'il y aura au minimum 18 mois entre chaque phase. Nous demanderons une étude de mobilité globale, ainsi qu'une autre sur les nuisances que le tracé de la phase deux pourrait causer dans le voisinage. Nous sommes tous bien conscients que si la route est construite jusqu'à sa troisième phase, ça entraînerait l'idée d'une quatrième phase ». Pour rappel, la deuxième phase signifie relier la N 523 au pont du TGV, reliant ainsi Ath et Bru-

gelette. La troisième phase envisage de relier le chemin de Chièvres et la chaussée de Bruxelles. Au final, la nouvelle route devrait permettre de soulager les entités qui pâtissent de la hausse constante du trafic en direction du parc Pairi Daiza, à savoir Gages dans la commune de Brugelette, Gibecq à Ath, et Silly.

Les mandataires athois, en estimant que la pertinence du chantier devra être évaluée après chaque nouvelle phase,

« On pourra évaluer la situation après ce premier tronçon »

Bruno Lefèbvre

s'inscrivent à contre-courant de leurs homologues de Silly, qui ont aussi exprimé leur avis. Ceux-ci ont aussi approuvé le tracé de la première phase, mais estiment qu'en rester là ne réglerait aucun problème de mobilité. Les Silliens sont toutefois eux aussi dubitatifs devant les itinéraires prévus, et préféreraient une traversée du zoning de Ghislenghien.

S'il est acquis que trouver une solution s'avère nécessaire pour éviter que le niveau de vie ne se dégrade à nouveau dans les entités traversées par les hordes de visiteurs, un consensus entre chaque conseil communal reste assez hypothétique. ●

MAT.B.



Dans de nombreux villages, on craint d'être victime du trafic. © B.L.

Transports en commun

Rien pour nous faire préférer prendre le train

À Ath, comme ailleurs d'ailleurs, on regrette qu'aucune alternative au transport automobile n'ait été sérieusement envisagée pour soulager les problèmes de trafic.

« Quand il y a un problème de mobilité, il y a toujours cet atavisme d'opter pour la construction d'une route », déplore Ronny Balcaen. « Il faut au contraire cultiver des alternatives, et exploiter beaucoup plus le chemin de fer. C'est main-

tenant qu'il faut poser des décisions locales en prévision du plan de gestion de la SNCB de 2021. Mais non, on s'est tourné vers la Région pour une route plutôt que de penser au fédéral pour une gare! »

Pairi Daiza se trouve sur le territoire d'une commune qui a la particularité de posséder trois gares, dont deux se trouvent à moins d'un kilomètre du parc. Outre



Sous-exploitée ? © Google

qu'il est toujours possible d'augmenter le trafic sur cette ligne, qui vient seulement d'obtenir un train par heure le week-end et non toutes les deux heures, un système de navettes depuis ces gares n'aurait vraiment rien eu d'inenviable. La mobilité douce semble sacrifiée dans ce projet : il n'est même pas certain que la nouvelle route disposera de pistes cyclables. ●

WALLONIE - ENGHEN

Trois mois de lutte contre les pesticides

Le 20 mars a débuté une grande campagne de sensibilisation à travers toute la Wallonie. Son objectif : montrer aux particuliers, mais aussi aux communes et autres utilisateurs de pesticides qu'il est possible de changer ses habitudes et respecter davantage l'environnement.

« C'est un moment important dans notre année », commence le ministre wallon de l'Environnement, Carlo Di Antonio. « Le Printemps sans pesticides en est en effet à sa douzième

« Il y a encore beaucoup à faire, notamment dans le milieu agricole »

édition. Quand elle a commencé, la campagne ne durait qu'une semaine. Elle s'est largement étendue ensuite pour couvrir tout le printemps, la période au cours de laquelle les pesticides sont les plus utilisés, malheureusement. »

La lutte contre les pesticides s'est en effet amplifiée au cours des années, que ce soit au niveau européen, fédéral ou wallon.

« La législation a beaucoup évolué en la matière. Nous avons commencé par l'interdiction du glyphosate, puis d'autres produits phytosanitaires. Tant dans la sphère privée que publique. Il y a encore beaucoup

à faire, notamment dans le milieu agricole, mais nous avançons vers le zéro pesticide en Wallonie. Quand on comptabilise les efforts menés au niveau des communes, des particuliers, et du secteur agricole, c'est près de 60 % du territoire wallon qui n'est plus couvert par les produits phytosanitaires. La preuve que c'est possible et que des alternatives existent. Il faut bien sûr les connaître et prévoir un accompagnement de tous les secteurs pour y arriver. »

DES ACTEURS MULTIPLES

Montrer les alternatives, c'est l'objectif premier de ce Printemps sans pesticides, géré par l'ASBL Adalia 2.0.

« Pour cette douzième édition, nous comptons pas loin de 150 actions qui seront menées du 20 mars au 20 juin à travers tout le territoire », précise Isabelle Bourge, la responsable de la campagne. « Le but est de donner la parole à une multitude d'acteurs (communes, associations ou encore particuliers), qui peuvent ouvrir leur jardin pour montrer comment ils évitent l'utilisation des pesticides. »

UN FESTIVAL DES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES

Au total, ce sont quelque 51 associations, 29 professionnels (dont des jardineriers qui ont pris la décision de mettre en avant des alternatives aux produits phytosanitaires), et 18



La campagne contre les pesticides se clôturera par un grand Festival des Alternatives dans le parc d'Enghien. © B.L.

particuliers qui proposeront des ateliers, des expositions, des conférences, etc.

Petit changement cette année : le désir de rendre l'événement festif, en clôturant ces trois mois de sensibilisation par un grand Festival des Alternatives aux Pesticides. Un événement qui se tiendra symboliquement

dans le parc d'Enghien. Symboliquement, car cela fait maintenant cinq ans que la commune a décidé de supprimer l'utilisation des pesticides.

« C'est en effet un pari que nous avons fait, bien avant l'interdiction de ces produits à l'échelle wallonne », explique l'éco-conseillère et cheffe du

service Environnement de la ville d'Enghien, Claudine Ducypper. « Nous avons dû nous battre pour pouvoir trouver des alternatives et surtout pour convaincre les services travaux et la population. Leur expliquer comment cela fonctionne, également. Nous avons mis ces principes

en place autant dans le Parc, dans les cimetières, les trottoirs etc. »

Pour vous aussi atteindre cet objectif du zéro pesticide vous aurez le choix des activités. Pour les retrouver, une adresse :

www.printempsanspesticides.be ●

CÉLINE PAQUET